

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PRÉFECTURE  
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

-----  
Installations classées

**Prescriptions complémentaires  
SAS Jacky DUFEU  
à LASSE**

**DIDD – 2016 n° 26**

**ARRETE**

**La Préfète de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L513-1, R511-9, R513-1, R512-31 ;

VU l'arrêté préfectoral D3-2003 n° 972 du 31 décembre 2003 autorisant la SAS Jacky DUFEU à poursuivre et étendre ses activités de transit et traitement de déchets sur le territoire de la commune de LASSE ;

VU l'arrêté complémentaire DIDD-2010 n°509 du 15 octobre 2010 autorisant la SAS Jacky DUFEU à procéder à la mise en place d'un plan d'épandage des eaux issues de la plate forme de compostage ;

VU la déclaration d'existence en date du 10 mars 2011 de la SAS Jacky DUFEU ;

VU l'arrêté complémentaire DIDD-2012 n°228 délivré le 11 juillet 2012 à la SAS Jacky DUFEU relatif à l'admission en compostage de nouvelles matières organiques ;

VU l'arrêté DIDD-2014 n°272 délivré le 25 juillet 2014 à la SAS Jacky DUFEU fixant le montant de garanties financières ;

VU le dossier de demande d'admission de nouvelles matières organiques en compostage transmis par la SAS Jacky DUFEU le 17 juillet 2015 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 30 novembre 2015 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 17 décembre 2015 ;

**CONSIDERANT** que la modification projetée ne change pas le classement des activités autorisées et ne constitue pas une modification substantielle au regard notamment des quantités mises en cause ;

**CONSIDERANT** que le changement de nomenclature modifie le classement des activités exercées ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211.1 et L.511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

## **ARRETE**

### **Article 1 -**

L'arrêté préfectoral complémentaire DIDD -2012 n° 228 du 11 juillet 2012 est abrogé.

### **Article 2 -**

Le tableau de classement des activités exercées par la SAS Jacky DUFEU située au lieu-dit "Manet" 49490 LASSE, figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n° 972 du 31 décembre 2003 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2714.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711</b> le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Déchets de bois 100 000 m <sup>3</sup> Pneumatiques usagés 200 m <sup>3</sup>	A
2780.1a) et 2780.2.a)	<b>Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation</b> 1.a) compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j 2.a) compostage de la fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épurations des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j	Matières organiques traitées en compostage : 200 t/j (73 000 t/an)	A

<b>2791.1</b>	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. la quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de bois : 137 t/j (50 000t /an)	A
<b>3532</b>	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour entraînant une activité suivante : - traitement biologique	Compostage 200 t/j	A
<b>1435.3</b>	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume annuel distribué : -gazole environ 520 m <sup>3</sup> - GNR environ 210 m <sup>3</sup>	DC
<b>2171</b>	Dépôt de fumiers engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup>	35 000 m <sup>3</sup>	D

Régime : A (autorisation) ou DC (déclaration contrôlée)

### Article 3 - Caractéristique des installations

L'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n° 972 du 31 décembre 2003 est remplacé par :

«L'établissement a pour activités principale la collecte et le traitement des déchets organiques issus de l'agriculture et d'activités industrielles. Il comprend :

- le bâtiment A abritant les bureaux et stockage de matériels
- les bâtiments B, E et L réservés aux stockages de plaquettes forestières
- le bâtiment D réservé au stockage des litières
- le bâtiment J pour le stockage de gazole
- le bâtiment M pour le stockage de compostage
- une zone de stockage et broyage des déchets de bois ( écorces, sciures, chutes d'ateliers de travail du bois,..)
- une plate forme de compostage et de stockages des composts
- une aire de stockage de pneumatiques usagés pour un stockage maximum de 200 m<sup>3</sup>
- des matériels fixes et mobiles de broyage, criblage et ensilage
- des bassins de récupération des eaux de ruissellement d'un volume total de 16 500 m<sup>3</sup>.»

### Article 4 - Déchets admissibles en compostage

L'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n° 972 du 31 décembre 2003 est remplacé par :

"Les matières admissibles en traitement par compostage sont les suivantes :

- matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes) et compost du secteur agricole (compost de champignonnières,...) ;

- déchets organiques de l'industrie agroalimentaire ;
- matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, déchets de bois de l'industrie du bois; emballages bois non traités, paille) ;
- protéines animales transformées (PAT) conformes à la norme NFU 42.001 (au maximum 5 000 t par an) ;
- boues de station d'épuration urbaine (environ 4 000 t/an).

L'admission d'autres matières en compostage est possible sous réserve d'une autorisation préfectorale préalable prise selon la procédure prévue à l'article R 512-31 du code de l'environnement."

#### **Article 5 - Procédure d'admission**

L'article 7.2.4.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n° 972 du 31 décembre 2003 est complété par :

« Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées dans les tableaux 1a et 1b de l'annexe I réalisée selon la fréquence indiquée en annexe 2 du présent arrêté. »

Les concentrations suivantes dans les boues d'épuration admises sur le site doivent être respectées :

- Salmonella < 8 NPP/10 g MS
- Enterovirus < 3 NPPUC/10 g MS
- oeufs d'helminthes pathogènes viables < 3/10 g MS.

#### **Article 6 – Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 7 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de LASSE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LASSE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de LASSE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Maine-et-Loire, l'accomplissement de cette formalité.

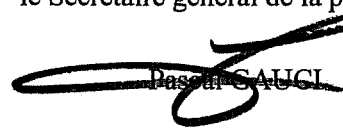
Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

### **Article 8 - Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de la commune de LASSE, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Inspectrice des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée Monsieur le Directeur de la SAS Jacky DUFEU.

Fait à ANGERS, le **- 5 FEV. 2016**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture,



Pascale SAUGL

**ANNEXE 1**  
**seuils en éléments traces métalliques et en substances organiques**

**Tableau 1 a**  
Teneurs limites en éléments traces métalliques dans les matières admises

Eléments traces métalliques	VALEUR LIMITE dans les matières organiques (milligrammes par kilogramme MS)	FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les matières à épandre en 10 ans (grammes par m <sup>2</sup> )
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015
Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4 000	6

**Tableau 1 b**  
Teneurs limites en composés traces organiques dans les matières admises

Composés traces	VALEUR LIMITE dans les matières organiques (mg /kg MS)		FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les matières à épandre en 10 ans (mg / m <sup>2</sup> )	
	Cas général	Epandage sur pâturages	Cas général	Epandage sur pâturages
Total des 7 principaux PCB *	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

\* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

**ANNEXE 2**  
**Fréquence d'analyses de boues**

Tableau 5 a : Nombre d'analyses de boues lors de la première année

Tonnes de matière sèche épandues (hors chaux)	< 32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1 600	1601 à 3 200	3 201 à 4 800	> 4800
Valeur agronomique des boues	4	8	12	16	20	24	36	48
As, B	-	-	-	1	1	2	2	3
Éléments-traces	2	4	8	12	18	24	36	48
Composés organiques	1	2	4	6	9	12	18	24

Tableau 5 b : Nombre d'analyses de boues en routine dans l'année

Tonnes de matière sèche épandues (hors chaux)	< 32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1 600	1601 à 3 200	3 201 à 4 800	> 4800
Valeur agronomique des boues	2	4	6	8	10	12	18	24
Éléments-traces	2	2	4	6	9	12	18	24
Composés organiques	-	2	2	3	4	6	9	12

